



Statebuilding dans la région des Grands Lacs : une perspective Sud

Colloque international, Bujumbura, du 13 au 15 décembre 2012

Le colloque qui se déroulera en deux volets à Bujumbura du 13 au 15 décembre 2012 ne se veut pas simplement un événement de plus sur la consolidation de la paix et la reconstruction des Etats. Dans le mode de travail particulier qui caractérise à la fois le GRAPAX et la Chaire UNESCO de l'Université du Burundi, ce colloque vise deux objectifs complémentaires.

D'une part, il souhaite faire entendre les voix des partenaires de nos réseaux de recherche résidant dans les pays du Sud, et de relayer aussi largement que possible leurs perspectives, parfois uniques, souvent originales, sur les politiques de Statebuilding et de Peacebuilding mises en place dans leurs pays par la Communauté internationale. Il offrira notamment l'opportunité de réfléchir aux enjeux d'une appropriation plus ou moins aboutie de la part, parfois, de leurs gouvernements, mais plus rarement, de leurs populations.

D'autre part, il n'entend pas relayer uniquement des considérations générales et des réflexions théoriques sur les modèles d'intervention internationale dans les situations de sortie de conflit dans la région des Grands lacs africains. Il nourrit au contraire l'ambition très claire de favoriser une interpellation de la communauté des « bailleurs de fonds internationaux » eux-mêmes, souvent prisonniers de leurs propres routines et de leurs propres mécanismes techniques et financiers, afin d'élargir leurs perspectives et de leur formuler des recommandations concrètes mais réalistes.

Le premier volet du colloque consistera en un événement ouvert, conférence générale confrontant les perspectives tant issues du monde académique que de la société civile, mais également de l'administration publique burundaise et de la communauté des bailleurs de fonds internationaux. Il s'organisera autour de six ateliers, couvrant les thématiques traditionnellement traitées par les organisateurs et composant de manière structurelle les politiques de consolidation de la paix : 1) le renforcement des capacités institutionnelles et les processus de décentralisation ; 2) la justice au sortir des conflits, y compris la question de la justice transitionnelle ; 3) la gestion des traumatismes collectifs dans les sociétés ayant connu un génocide ou un conflit violent ; 4) les missions de police et la gouvernance civile (c'est à dire non militaire) de la sécurité ; 5) la prise en compte du genre dans les politiques de reconstruction post-conflit ; et enfin 6) la fragilité et les limites des politiques d'aide au développement dans les Etats se caractérisant par des situations de fragilité.

Pour permettre de réels échanges, les débats se dérouleront sous la règle de Chatham House.

Le second volet du colloque consistera en un événement plus académique. Ce séminaire de recherche a pour objectif de permettre à des chercheurs doctorants des universités de la sous-région de partager, sur les mêmes thématiques, leur résultats de recherche, de confronter leurs approches méthodologiques pour en tirer des enseignements, de construire des partenariats et des collaborations sur des sujets communs, et d'améliorer la qualité de leur travail en le confrontant au regard de collègues plus expérimentés et venus d'ailleurs.

Le colloque fera l'objet d'une publication, qui sera diffusée dans la sous-région et au niveau international.

Jeudi 13/12/2012 - ouverture du colloque

- Lieu :** Hôtel Waterfront.
- Public prévu :** Environ 100 personnes (incl. personnalités académiques et politiques burundaises, représentants diplomatiques et partenaires techniques et financiers internationaux présents à Bujumbura, société civile¹).
- 14h00 – 15h30 : *Session protocolaire d'ouverture du colloque.*
- Orateurs :** Prof. Julien NIMUBONA*, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du Burundi ; Prof. Gaston HAKIZA, Recteur de l'Université du Burundi ; Prof. Joseph NDAYISABA*, Titulaire de la Chaire UNESCO en droits de l'homme et éducation à la paix de l'Université du Burundi ; M. Geoffroy MATAGNE, Université de Liège, chercheur au GRAPAX.
- 15h30 – 16h00 : *Pause*
- 16h00 – 17h30 : *Conférence de prestige : présentation du thème du colloque : « Statebuilding dans la région des Grands lacs, une perspective Sud »*
- Orateurs :** Prof. Jean-Salathiel MUNTUNUTWIWE, Université du Burundi ; Abbé Emmanuel GIHUTU, Grand séminaire de Bujumbura ; Ildephonse TSHINYAMA, Université de Lubumbashi ; Prof. Bob KABAMBA, Université de Liège, co-coordonateur académique du GRAPAX.
- 17h30 – 18h30 : *Verre de l'amitié*

¹ Une liste des invités est reprise en annexe du programme, à destination des organisateurs.

Vendredi 14/12/12 - conférence générale

- Lieu :** CELAB, Université du Burundi (Campus Mutanga).
- Public prévu :** environ 70 personnes (académiques, société civile, corps de défense et de sécurité, administration publique, représentants techniques des partenaires internationaux présents au Burundi, etc.).
- La règle de *Chatham House* est d'application pour la conférence.
- 08h00 – 08h15 : *Café, accueil.*
- 08h15 – 09h00 : *Séance plénière d'ouverture (Présidence : Prof. Leonidas NDAYISABA, Université du Burundi, et Prof. Bob KABAMBA, Université de Liège).*
- Présentation du projet de recherche IRENE sur les professionnels internationaux de la paix (Sandrine VINCKEL, Université de Paris I).*
- 09h00 – 10h30 : *Ateliers 1 (Renforcement des capacités institutionnelles et décentralisation) et 2 (Justice post-conflit), en sessions parallèles (cf. infra).*
- 10h30 – 11h00 : *Pause.*
- 11h00 – 12h00 : *Séance plénière de restitution et discussion.*
- 12h00 – 13h00 : *Déjeuner.*
- 13h00 – 14h30 : *Ateliers 3 (Gestion des traumatismes collectifs dans les sociétés sortant de conflit) et 4 (Populations et gouvernance civile de la sécurité), en sessions parallèles (cf. infra).*
- 14h30 – 16h00 : *Ateliers 5 (L'intégration du genre dans les politiques de gestion de l'après-conflit) et 6 (Fragilité des politiques extérieures d'aide au développement), en sessions parallèles (cf. infra).*
- 16h00 – 17h30 : *Séance plénière de restitution et discussion.*
- 17h30 – 18h30 : *Synthèse et débat avec le public.*
- Clôture de la conférence générale.*
- 18h30 – 19h30 : *Cocktail dînatoire.*

Thèmes des ateliers :

1. Renforcement des capacités institutionnelles et décentralisation

Dans le contexte de la fin de la guerre froide et d'un constat grandissant d'échec des programmes économiques d'ajustement structurel, de nouveaux paradigmes de l'aide sont apparus. Ils insistent davantage sur l'importance du renforcement des acteurs étatiques et de la démocratisation comme conditions indispensables pour un développement durable et inclusif. Ces nouvelles orientations ont contribué à mettre le renforcement des capacités institutionnelles, la formation des personnels politiques, administratifs et de la société civile, les processus électoraux et la décentralisation à l'agenda politique des Etats africains et des partenaires techniques et financiers. Cet atelier vise à questionner les pratiques et les programmes mis en œuvre en confrontant le point de vue des bénéficiaires – directs et indirects, publics ou issus de la société civile – et des bailleurs. Les échanges porteront notamment sur les questions suivantes :

- *Quels sont les priorités (dans les discours et les pratiques) ainsi que les effets des stratégies de coopération mises en œuvre jusqu'ici en matière de Statebuilding et de décentralisation ?*
- *Quelles conceptions de l'Etat et de ses relations avec les différentes composantes de ses populations sous-tendent ces stratégies ?*
- *Quels indicateurs sont mobilisés par les partenaires de coopération pour l'élaboration et l'évaluation des programmes ?*
- *Quels problèmes d'appropriation persistent, selon les bénéficiaires ?*

Coordination : M. Geoffroy MATAGNE, Université de Liège

Présidence : Prof. Leonidas NDAYISABA, Université du Burundi

Introduction du thème : M. Dieudonné MUHINDUKA, Université catholique de Bukavu

2. Justice post-conflit

Lorsqu'est abordée la justice transitionnelle dans les situations de post conflit, l'attention se porte presque exclusivement sur les mécanismes inspirés de normes ou pratiques internationales, telles que les tribunaux spéciaux ou internationaux, les Commissions Vérité et Réconciliation, etc. Néanmoins l'absence, l'inefficacité et/ou la lenteur de la mise en place de ces mécanismes "classiques" requiert une réflexion au delà des enjeux de la pertinence de la boîte à outils internationale en matière de justice transitionnelle. La question qui se pose alors est de savoir si une justice transitionnelle - dans ses finalités de paix et de réconciliation - ne se trouve pas ailleurs, dans l'ombre de la mise en place ou des négociations des mécanismes officiels. L'atelier aura pour objectif d'éclairer cette zone d'ombre, ses dynamiques et en mesurer les enjeux. Il portera ainsi à la fois sur l'adéquation des appuis à la justice transitionnelle avec les contextes régionaux et locaux mais aussi sur l'identification, le fonctionnement et le rôle des processus non officiels dans la pacification et réconciliation des contextes post conflit.

Coordination : M. Sidney LECLERCQ, Université libre de Bruxelles

Présidence : Prof. Melchior MUKURI, Université du Burundi

Introduction du thème : Mme Mathilde RENAULT, RCN Justice et Démocratie

3. Gestion des traumatismes collectifs dans les sociétés sortant de conflit

Depuis quelques décennies, la région des grands lacs est secouée par les violences de masse, un génocide au Rwanda et des guerres incessants au Burundi et en RDC. Quelles que soient l'origine et les raisons historiques, idéologiques, politiques et sociales à la base des violences dans chaque pays, elles entraînent inévitablement des conséquences néfastes au niveau de la santé mentale des populations, avec des traumatismes individuels et collectifs d'une gravité variable d'un pays à l'autre. Au cours de cet atelier, les intervenants seront invités à partager leurs expériences cliniques et de recherche autour des questions suivantes :

- *Quel est l'étendue, et quels sont indicateurs de la souffrance mentale dans chaque pays? Quelles sont les évolutions cliniques des psycho-traumatismes au fil du temps ?*
- *Par quel processus, par quels mécanismes, au sein de quelles structures, les sujets traumatisés par la violence dans chaque pays arrivent-t-il à se reconstruire psychologiquement et socialement? Quelle est la place de la créativité et de l'inventivité pour panser les blessures et retisser les liens psychiques et sociaux ?*
- *Qu'en est-il de la résilience et de la transmission de ces traumatismes ?*

Coordination : M. Darius GISHOMA, Kigali Health Institute.

Présidence : M. Alexis NDIMUBANDI, Université du Burundi, Université catholique de Louvain.

Introduction du thème : Dr Léandre SIMBANANIYE, Université du Burundi ; Jeannette UWINEZA, Université Catholique de Louvain.

4. Populations et gouvernance civile de la sécurité

Ces vingt dernières années, le lien inextricable entre sécurité et développement a invité tous les acteurs – Nord et Sud – à un effort constant en matière de réforme ou de développement des systèmes de sécurité. Parmi les composantes de ces systèmes et dans un contexte de pacification, la police revêt une importance capitale pour les populations, et offre en ce sens un appui à la réflexion sur la gouvernance sécuritaire que les participants de cet atelier entendent mener. Il s'agira d'identifier les enjeux réels des processus de réforme qui traversent l'institution policière dans les situations post-conflit. Afin de dégager des éléments factuels présents, mais parfois informels et/ou peu appréhendés sur la manière de faire police en contexte africain et, partant, les enjeux qui peuvent militer pour l'édification d'une police dont les valeurs sont socialement partagées, les éléments suivants seront abordés lors du débat :

- *La perception que les populations ont de la police, le visage qui transparaît de ses prestations, de ses pratiques, ainsi que les attentes sécuritaires des populations et la manière dont la police, ou d'autres acteurs, y apporte une réponse ;*
- *Les défis amenés par l'insertion de l'institution policière dans la société, vu les tensions qui peuvent toujours traverser celle-ci ; les dynamiques – positives comme négatives – auxquelles elle s'expose, ou plus simplement les aspects pratiques d'implémentation homogène d'un service à l'échelle nationale ;*
- *La problématique de l'importation de modèles de police.*

Coordination : M. Gilles BIAUMET, Facultés universitaires St Louis, Bruxelles

Présidence : Dr Ildephonse TSHINYAMA, Université de Lubumbashi

Introduction du thème : M. Serge NTAKIRUTIMANA, CENAP

5. L'intégration du genre dans les politiques de gestion de l'après-conflit

L'impact de la démocratisation post-conflit sur la conception du rôle de la femme et sa place dans la sphère publique comme privée : alors que de nombreuses conférences se sont déjà penchées sur la place de la femme dans la résolution pacifique des conflits et la reconstruction post-conflit par rapport à la place de l'homme, il s'agit davantage de s'intéresser ici au leadership féminin dans l'après-conflit, tant dans la sphère publique que privée. L'atelier abordera donc des questions telles que les nouvelles dynamiques et rôles masculin et féminin ayant émergé après la reconstruction du pays et l'internationalisation des associations des femmes ; le succès et l'impact réel des actions de « gender mainstreaming », l'instauration de quotas, ou encore la prise de conscience des violences contre les femmes ; les obstacles présents et futurs à une vraie égalité des sexes ; le fait que le genre puisse être perçu d'une autre manière après que les femmes aient pu faire valoir leur force dans l'immédiate après-guerre ; l'éventuelle reconfiguration des rôles et leur renégociation tant dans la sphère privée (« je ne retourne plus à la cuisine ») que publique (« je peux faire partie des Bashingantahe »), ou, au contraire, une « retraditionnalisation » du concept « genre » et du rôle des femmes face à la forte présence internationale et la forte pression des bailleurs de dons pour l'égalité des sexes.

Coordination : Mme Maria MARTIN DE ALMAGRO, Université libre de Bruxelles

Présidence : Mme Barbara NDIMURUKUNDO, Université du Burundi

Introduction du thème : Mme Pélagie GAHUNGU, Burundi Leadership Training Program.

6. Fragilité des politiques extérieures d'aide au développement

Si les politiques d'aide au développement à destination des pays sortant d'un conflit violent se caractérisent, depuis une dizaine d'années, par une nouvelle réflexion visant à lutter contre les « situations de fragilité et de conflit », peu de place est faite à la fragilité des politiques de coopération elles-mêmes. En effet, on constate trop souvent que les travaux théoriques menés au sein de forums internationaux comme le Comité d'aide au développement de l'OCDE se heurtent ensuite, lorsqu'il s'agit de les mettre en œuvre sur le terrain, à l'inertie administratives des bailleurs de fonds dont les mécanismes techniques et financiers laissent peu de place à la souplesse et à l'innovation, générant des dilemmes et des contradictions. Parmi ces contradictions, on épinglera notamment des positions ambiguës, voire contradictoires, oscillant entre la promotion de l'aide budgétaire comme mode de soutien indispensable aux Etats qualifiés de fragiles (notamment afin de leur permettre d'assurer le paiement des salaires de leurs fonctionnaires), et la prudence générée par ce type de soutien en raison du taux de corruption élevé souvent associé aux situations de sortie de conflit violent et aux périodes dites de transition démocratique. Cette prudence s'incarne notamment par l'adoption de plus en plus fréquente de mécanismes « incitatifs », par la libération progressive de fractions des budgets d'aide publique au développement soumise à l'atteinte de progrès en matière de gouvernance, selon des critères parfois hésitants (macro-économiques ou politiques). Cet atelier pourra également s'intéresser au comportement imprévisible de certains bailleurs qui s'engagent pour plusieurs années avant de faire marche arrière, ou encore à l'enjeu, toujours d'actualité, de la coordination des politiques des différents bailleurs, qui demeure encore bien souvent une gageure.

Coordination : Pr. Bob KABAMBA, Université de Liège

Présidence : Prof. Dieudonné MUHINDUKA, Université catholique de Bukavu

Introduction du thème : Prof. Pascal NIYONIZIGIYE, Université du Burundi

Samedi 15/12/12 – séminaire de recherche

Lieu : CELAB, Université du Burundi (Campus Mutanga).

Public prévu : environ 35 personnes (chercheurs Nord et Sud ; étudiants du DESS en droits de l'homme de la Chaire UNESCO de l'UB)²

11h00 – 13h00 : *Réformes administratives et légales dans les Etats post-conflit*

Discutant : Prof. Busane RUHANA MIRINDI (Université catholique de Bukavu)

- Paterne MURHULA BATUMIKE (Université catholique de Bukavu) : *le choix démocratique des dirigeants en Afrique des grands lacs : les cours constitutionnelles et les commissions électorales face à leurs responsabilités.*
- Asaph LUKANGYELA (Université catholique de Bukavu) : *la problématique de la décentralisation fiscale dans l'ordre juridique de la République Démocratique du Congo, enjeux et perspectives.*
- Peter MUGUME (Université nationale du Rwanda) : *décentralisation et gestion des ressources naturelles au Rwanda.*

13h00 – 13h45 : *Déjeuner*

13h45 – 16h00 : *La protection des groupes vulnérables dans les Etats post-conflit*

Discutant : Prof. Charles KABWETE MULINDA, Université nationale du Rwanda

- Médiatrice KAGABA (Université nationale du Rwanda / Université de Göteborg) : *Genre dans la reconstruction de la société post-génocide*
- Nathalie VUMILIA NAKABANDA (Université catholique de Bukavu) : *la protection juridique des veuves des conflits armés dans la région des grands lacs ; analyse comparative des droits congolais et rwandais.*
- Philippe KAGANDA MULUME-ODERHWA (Université de Lubumbashi / Université d'Ottawa) : *les modèles de réinsertion des enfants ex-soldats filles à l'est de la RDC.*
- Trésor MAHESHE MUSOLE (Université catholique de Bukavu) : *réfugiés et stabilité dans la région des grands lacs*

16h00 – 16h30 : *Pause*

² Une liste des invités est reprise en annexe du programme, à destination des organisateurs.



16h30 – 18h45 : Les politiques publiques des Etats post-conflit : rétablir le lien entre Etat et société

Discutant : Prof. Siméon BARUMWETE (Université du Burundi)

- Darius GISHOMA (Kigali Health Institute) : *Etats des lieux sur la question du trauma & créativité post génocide, 18 ans après*
- Anne-Alexandra FOURNIER (Facultés universitaires Saint-Louis) : *Politiques publiques et réconciliation, une comparaison Nord-Sud (titre exact à préciser)*
- Gérard BIRANTAMIJE (Université du Burundi / Université libre de Bruxelles) : *Crise de l'État et Réforme du secteur de la sécurité au Burundi. Essai d'analyse de l'opérationnalisation de la notion d'appropriation locale dans le contexte de la réforme de la police nationale du Burundi.*
- Pamela NZABAMPEMA (Université du Burundi – Université de Bradford) : *Community-based security and justice providers in pc African societies.*

18h45 : clôture du séminaire par le Prof. Bob KABAMBA (Université de Liège)